

Questions orales

tons fin aux vols insensés et destructeurs au-dessus du territoire innu.

* * *

L'ENVIRONNEMENT

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui vient de prendre fin à Sofia, avait comme thème l'environnement. Sur les 35 délégations qui y ont participé, 34 se sont mises d'accord pour adopter un plan d'action sur les implications transfrontières des accidents d'ordre industriel, sur la gestion des déchets biologiques dangereux et sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontaliers et des lacs internationaux.

La question de la pollution dans l'Arctique canadien et de ses sources en Europe a été abordée. Malheureusement, Ottawa n'avait pas chargé la délégation canadienne de profiter de cette rencontre internationale pour soulever des questions transfrontières propres à l'Amérique du Nord comme les précipitations acides et les aéropolluants qui détériorent les écosystèmes et les économies. Nous avons raté une belle occasion de faire passer un message sérieux aux États-Unis par l'entremise de la délégation américaine à Sofia.

Les questions transfrontières sont au coeur des grandes priorités de nos discussions bilatérales, mais nous devons saisir chaque occasion que nous avons d'exprimer nos préoccupations à des rencontres multilatérales lorsque l'environnement est à l'ordre du jour. Nous prions instamment le secrétaire d'État aux Affaires extérieures de ne plus laisser passer de telles occasions à l'avenir.

* * *

L'ÉNERGIE

M. Brian O'Kurley (Elk Island): Monsieur le Président, l'économie albertaine repose sur l'industrie énergétique. L'exploitation des gisements pétroliers et gaziers donne des centaines de milliers d'emplois.

Dans la circonscription d'Elk Island, les raffineries Strathcona témoignent de l'importance de ce secteur d'activité. L'industrie énergétique dépend des marchés d'exportation. Les pays riverains du Pacifique constituent un important marché pour le pétrole et le gaz de l'Alberta. Nous devons continuer d'approvisionner ce marché capital au moyen de pétroliers fiables et sûrs pour l'environnement.

Joignons nos efforts pour appuyer le secteur énergétique de l'Alberta et pour doter l'Ouest d'une économie plus vigoureuse.

* * *

LA CONDITION FÉMININE

M. Neil Young (Beaches — Woodbine): Monsieur le Président, le Toronto Labour Council, le Toronto Action Committee on the Status of Women, le Toronto Social Planning Council et les Coalitions of Visible Minorities and Immigrant Women ont récemment réalisé une étude sur la situation économique et les conditions de travail qui existent actuellement à Toronto. Ils ont constaté un profond bouleversement.

En effet, pour de nombreux travailleurs, l'accroissement du travail à temps partiel, du travail temporaire et du travail par quarts s'est traduit par une diminution des salaires, des avantages sociaux et de la sécurité d'emploi. Les groupes que je viens de mentionner ont également constaté que, au cours des trois derniers mois seulement, la fermeture d'usines a coûté quelque 2 500 emplois dans la ville de Toronto. L'étude a révélé en outre que toute une génération de jeunes qui grandissent dans cette ville ne pourront peut-être jamais y habiter.

Le gouvernement devrait également donner l'exemple en mettant sur pied des programmes qui compenseront les répercussions désastreuses de l'Accord de libre-échange, des compressions imposées à VIA Rail, de la réduction des programmes d'assurance-chômage et, s'il réussit à la mettre en oeuvre, de la TPS.

Au lieu de chercher des solutions, le gouvernement crée des problèmes. Il est grand temps qu'il commence à agir dans l'intérêt des familles canadiennes plutôt que dans celui de ses copains de la grande entreprise.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, hier soir, lors d'une entrevue à l'émission télévisée *The Fifth Estate*, on a demandé au ministre des Finances la position des provinces au sujet de la taxe sur les produits et services.

Voici ce que le ministre a répondu au sujet de la position des provinces, et je cite la transcription de l'entrevue: «Elles sont d'accord. En privé, elles disent «Allez-y, Mike», il n'y a pas de doute là-dessus.»